



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE MANOSQUE



### Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique modéré
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Pratiquement la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi
  
- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe  
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de 6 110 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 12 1 140 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin
- p. 13 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les AIF permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
  
- p. 15 En résumé
  
- p. 16 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du bassin.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 79 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- ② 8 270 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 17 860 salariés du secteur concurrentiel à fin 2019.
- ④ 2 580 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 9,1 % de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 9 280 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 51% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 8 300 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 19% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 4% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Un dynamisme démographique modéré

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi avoisine les 79 000 (deuxième bassin le moins peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. Tableau 1]. La densité de population est de 48 habitants au km<sup>2</sup> (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression moins fort que celui de la période 2007 - 2012 avec +0,6% en moyenne par an (+0,4% région). Cet accroissement est exclusivement dû au mouvement migratoire (+0,7%), en effet le taux d'accroissement naturel (écart entre les naissances et les décès) est négatif (-0,1%).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 25% de la population (28% région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est moindre dans ce territoire (10% en région). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (39%). Le taux de retraités y est aussi plus élevé qu'en région (8%).

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Manosque	région	bassin de Manosque
Hommes	2 406 100	<b>38 100</b>	48%	<b>48%</b>
Femmes	2 624 800	<b>40 900</b>	52%	<b>52%</b>
0-14 ans	846 500	<b>13 000</b>	17%	<b>16%</b>
15-24 ans	550 800	<b>7 000</b>	11%	<b>9%</b>
25-54 ans	1 858 200	<b>27 700</b>	37%	<b>35%</b>
55-64 ans	643 500	<b>11 100</b>	13%	<b>14%</b>
65 ans et +	1 131 900	<b>20 100</b>	22%	<b>25%</b>
Ensemble	5 030 900	<b>79 000</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Manosque	région	bassin de Manosque
15-24 ans	214 100	<b>3 100</b>	10%	<b>9%</b>
25-54 ans	1 632 000	<b>24 700</b>	74%	<b>73%</b>
55-64 ans	359 600	<b>6 100</b>	16%	<b>18%</b>
Ensemble	2 205 700	<b>33 900</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

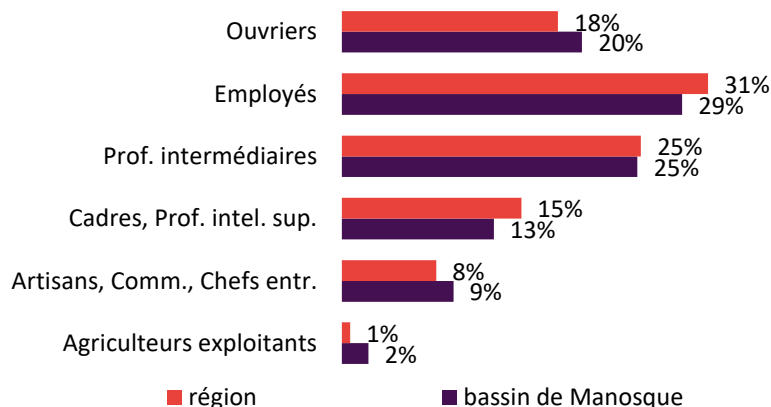
Le nombre d'actifs début 2017 approche les 33 900, soit 74% des 15-64 ans (72% en région).

Les profils par tranche d'âge des actifs sont différents dans le bassin et la région [cf. Tableau 2]. De même, la tranche des jeunes 15-24 ans y est plus active (43% vs 39%) et la tranche seniors 55-64 ans moins active (55% vs 56%).

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés et des professions intermédiaires.

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



Le bassin compte plus d'ouvriers et d'artisans, commerçants, chefs d'entreprises et moins de cadres que la moyenne régionale [cf. Graphique 1].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : +1,1 pt pour les cadres, + 0,3 pt pour les professions intermédiaires, -1,1 pt pour les ouvriers et -0,4 pt pour les agriculteurs.

Source : INSEE, Recensement de la population

### EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

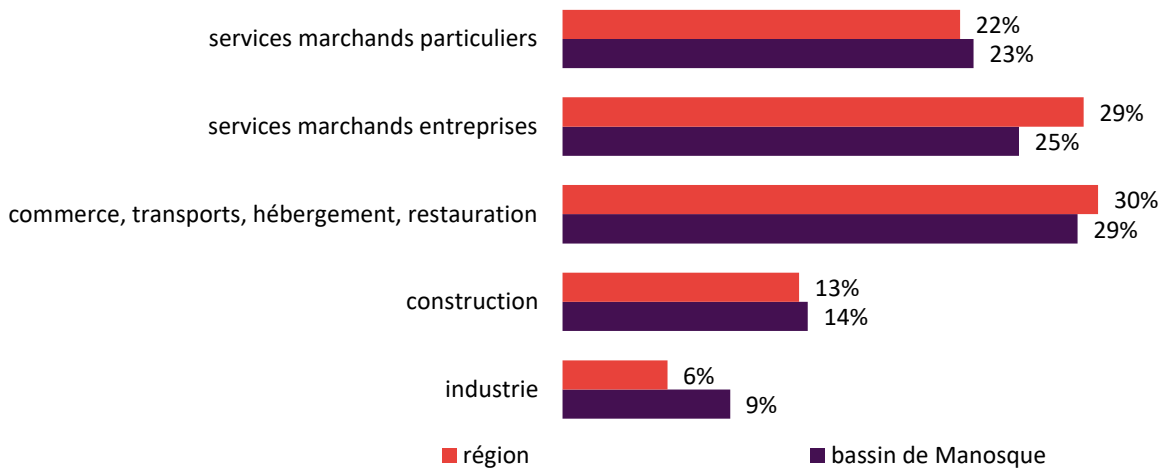


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 8 270 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est autant orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est identique à celui de la région (71%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services marchands aux entreprises (4 points d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est inférieur à celui de la région (10% contre 12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



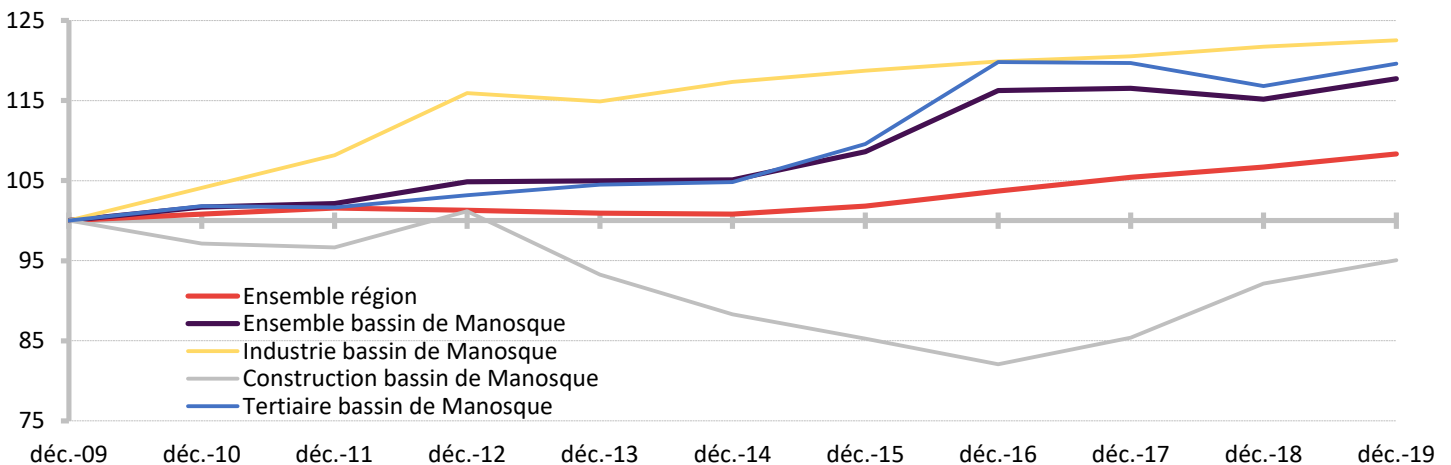
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## L'emploi concurrentiel progresse de nouveau depuis un an

Le taux d'emploi du bassin (62%) est identique à celui de la région. Le nombre de salariés du secteur privé n'a cessé d'augmenter entre 2011 et 2017, sauf dans le secteur de la construction [cf. Graphique 3]. Le niveau d'emploi augmente de +2% entre 2018 et 2019. À fin 2019, 2 620 établissements du secteur privé y emploient 17 860 salariés, ce qui représente 1% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

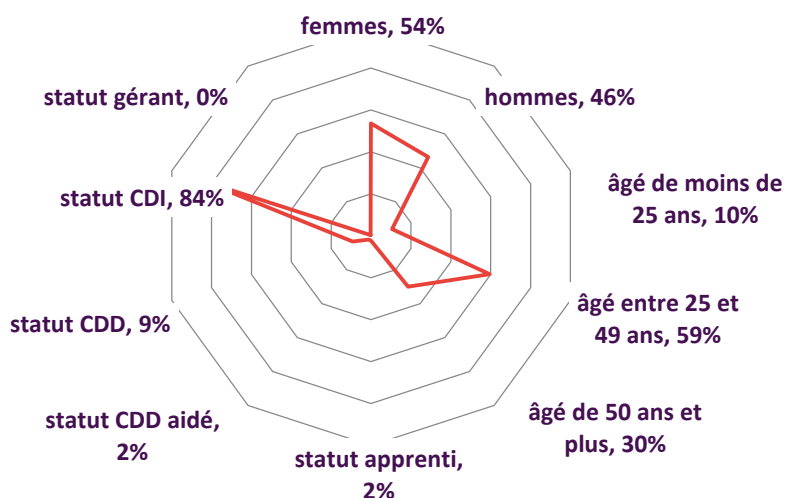


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

### Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

#### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 3

#### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	6%	2%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	3%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
Quotité de travail de 75% et plus	13%	3%	9%
Temps plein	63%	87%	74%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

#### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	1 530	10%
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1 010	6%
Hypermarchés	600	4%
Nettoyage courant des bâtiments	540	3%
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	320	2%
Activités hospitalières	310	2%
Restauration traditionnelle	290	2%
Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction	280	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	270	2%
Aide à domicile	280	2%
<b>Ensemble</b>	<b>15 950</b>	<b>100%</b>

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 15 950 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 59% des cas et en CDI dans 84% des cas.

37% des femmes travaillent à temps partiel, contre 13% pour les hommes. 11% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 3].

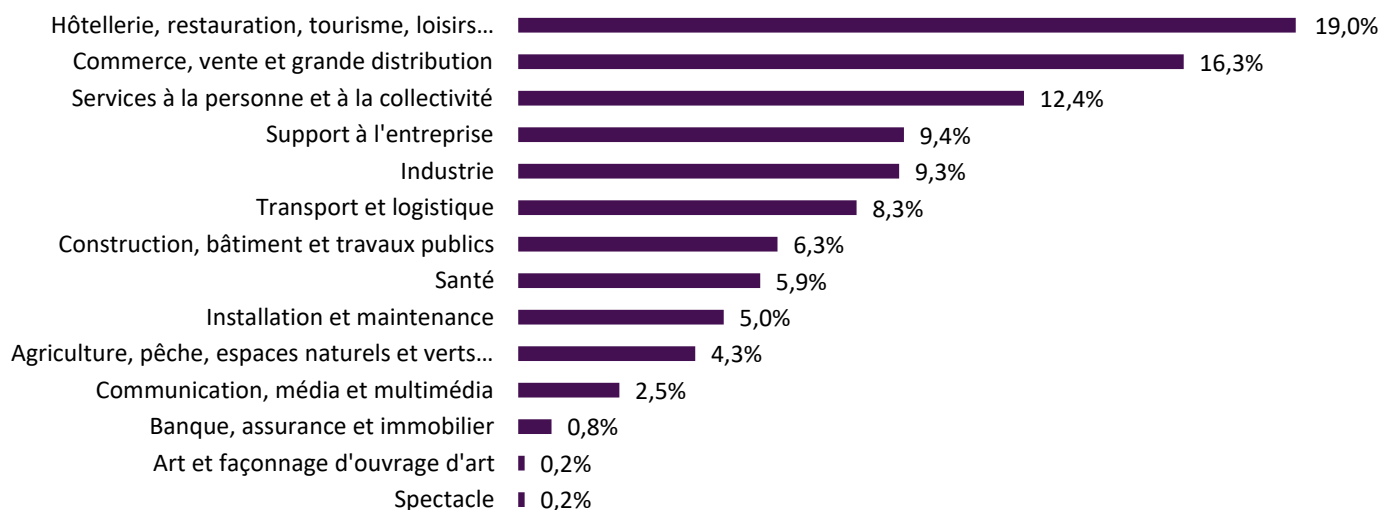
L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale, comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

## Pratiquement la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 2 580 offres d'emploi ont été déposées dans l'agence Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 19%. Les métiers du commerce, vente et grande distribution suivent avec 16% devant les métiers des services à la personne (12%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Personnel de cuisine	100	4%
2 <sup>e</sup>	Service en restauration	90	3%
3 <sup>e</sup>	Personnel polyvalent en restauration	90	3%
4 <sup>e</sup>	Mise en rayon libre-service	80	3%
5 <sup>e</sup>	Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	70	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -13% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 2 580. Les contrats à durée déterminée, de moins de 6 mois, ont été les plus impactés par la crise et marquent un recul (-26%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que l'hébergement restauration et l'intérim ont été les plus touchés.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -20% sur un an et s'établit à 97 000 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (75 950 soit 78% des DPAE), les secteurs de la santé humaine et action sociale (3 920 soit 4% des DPAE et 19% des DPAE hors intérim), du commerce (3 210 soit 3% des DPAE et 15% des DPAE hors intérim) et de l'agriculture (2 800 soit 3% des DPAE et 13% des DPAE hors intérim), sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	12 500	13%	-14%
Missions intérimaires	75 800	78%	-22%
Contrats de six mois et plus	4 700	5%	-4%
-Autres- (*)	4 000	4%	
<b>Ensemble</b>	<b>97 000</b>	<b>100%</b>	<b>-20%</b>

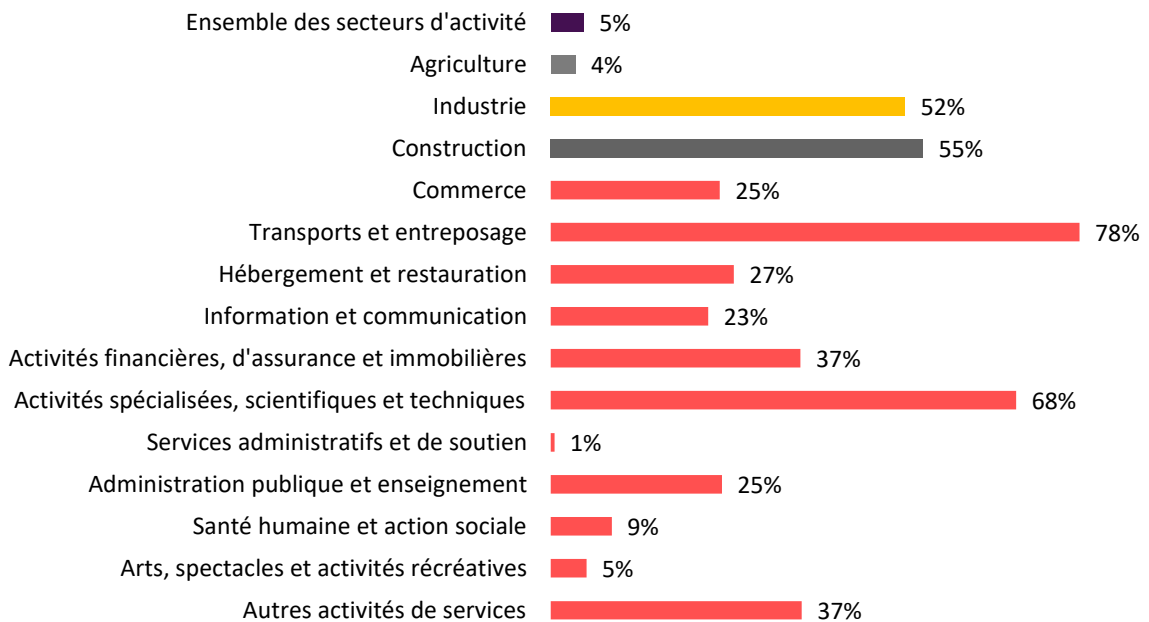
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 5% des DPAE. Les secteurs du transports et entreposage, et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (2% des DPAE hors intérim chacun) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de respectivement 78% et 68%. Le secteur du commerce (15% des DPAE hors intérim) a recours dans un cas sur quatre à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



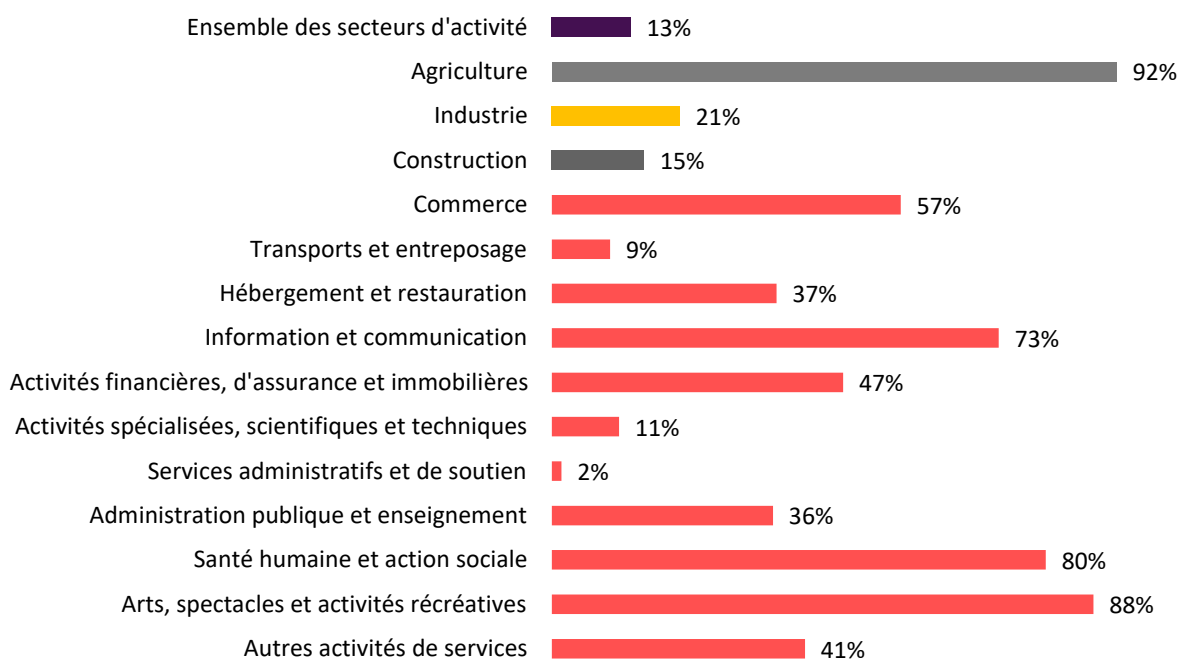
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



13% des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et l'arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 13% et 7% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une bonne part de contrats courts.

Graphique 7

**Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)**



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés le transport, entreposage et l'enseignement, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

Le transport a recruté 320 contrats, soit +12% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités de l'enseignement ont embauché 130 personnes, soit +11% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-18%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-24%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. L'agriculture, secteur prépondérant du bassin est en recul de -7% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019.

## Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

### EN SAVOIR PLUS

● Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

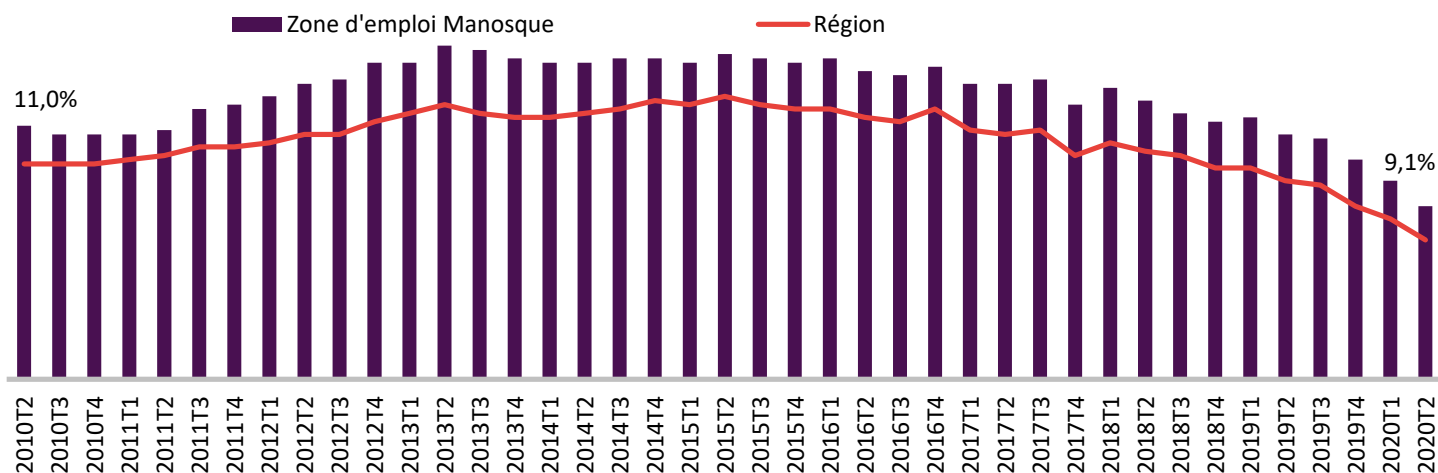


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Manosque a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 9,1%, un taux toujours supérieur à celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de 1,1 pt en moyenne.

Graphique 8

### Taux de chômage localisé

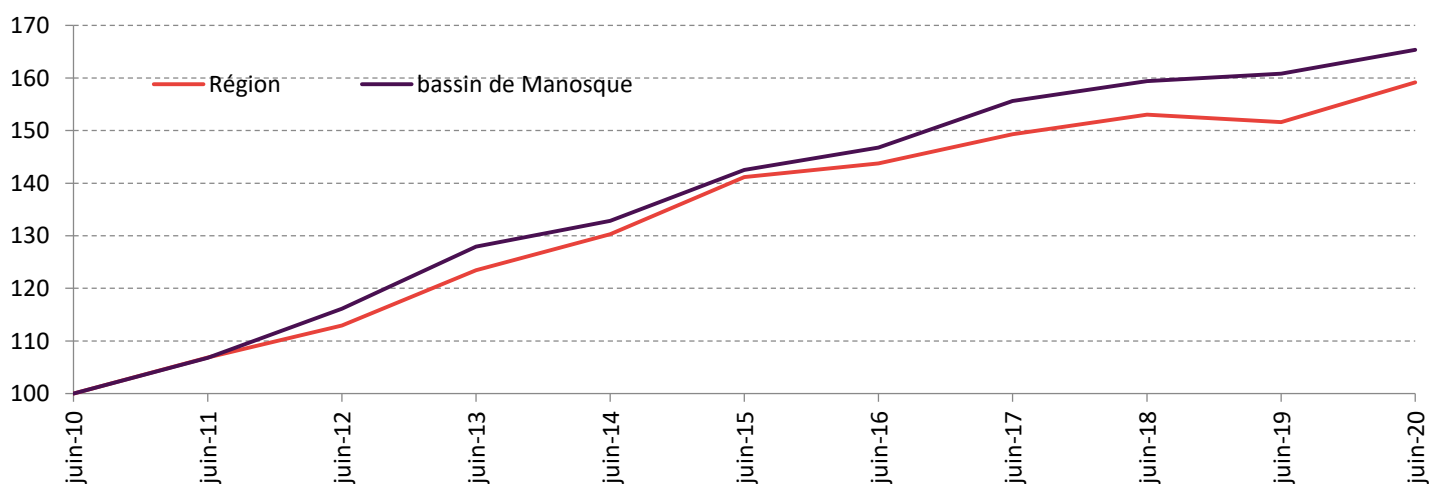


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 8 280 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en fin 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+2,8% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une tendance similaire à la région (+5% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 9]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont supérieures d'un tiers. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020, mais sont 75% moins importantes que l'année précédente.

Graphique 9

### Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)

## EN SAVOIR PLUS

- Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur





## La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

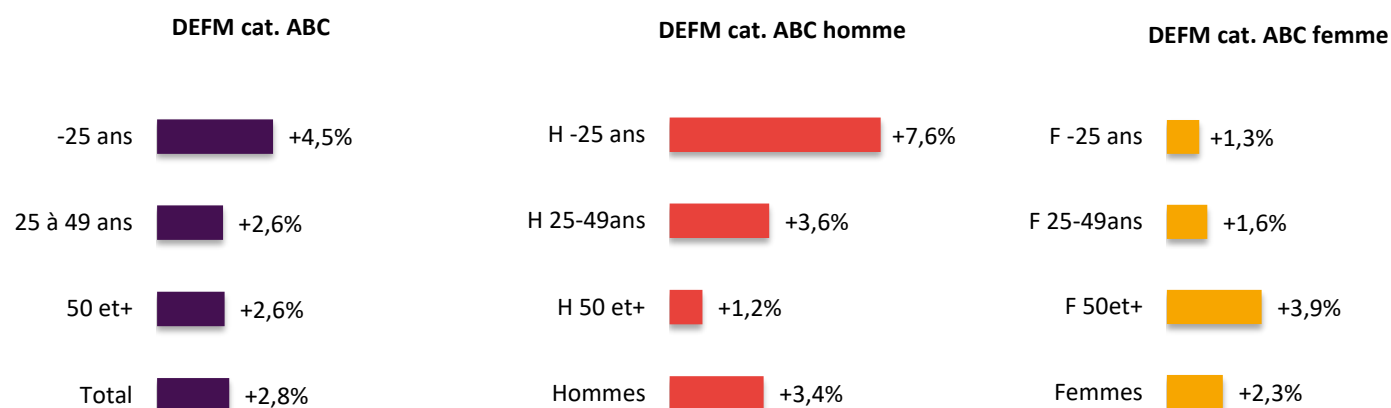
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 970 personnes (soit +40 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 4 860 (+ 120) et les seniors affichent 2 450, (soit + 60).

Les femmes jeunes et les hommes seniors sont les moins touchés. Et les femmes plus largement sont moins touchées par la crise que les hommes [cf. Graphique 10].

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (13% pour la région).

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

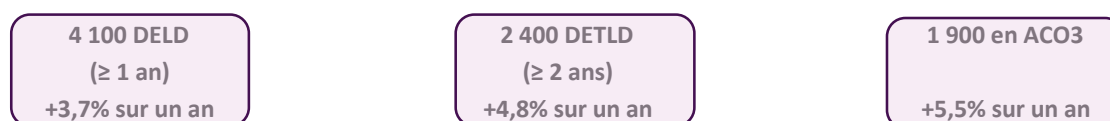
## Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et plus sont moins présents dans le bassin (14%) que dans la région (16%). De même, les femmes sont plus nombreuses avec 52% (51% en région). Il y a proportionnellement moins de bénéficiaires du RSA (19%) dans le bassin qu'en région (20%).

## Le chômage de très longue durée perdu

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a triplé en dix ans, ce qui confirme l'enlèvement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 2 400 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 29% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 1 900 à fin juin 2020, en hausse de +5,5% sur un an.



## EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

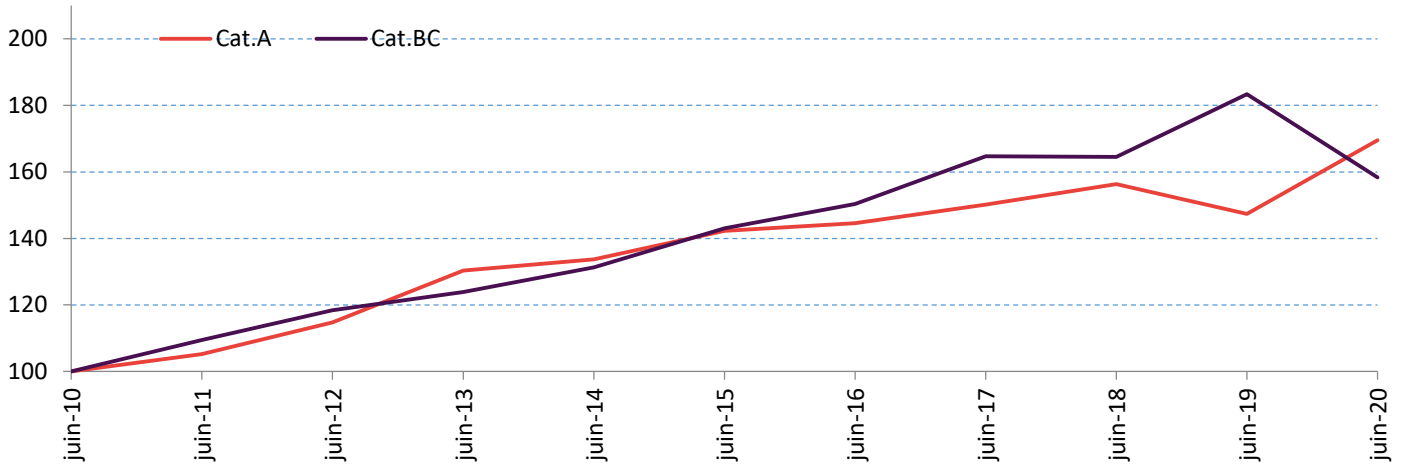


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2016 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE , STMT (données CVS)

Près de 6 110 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 avec un recul annuel de -20%.

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	490	8%	+7,9%
Passage en C	1 820	30%	+1,9%
Passage en E	10	0%	-38,9%
AFPR / POE	120	2%	-14,0%
DPAE durable	1 850	30%	+3,0%
DPAE non durable	1 820	30%	+2,6%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>6 110</b>	<b>100%</b>	<b>+2,4%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région (Pôle emploi)



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 4 500 personnes sont ciblées « PIC », soit 54% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 8 et 9

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>500 800</b>	<b>100%</b>	<b>268 100</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

bassin de Manosque	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	4 300	52%	2 100	47%	49%
Moins de 25 ans	1 000	12%	500	11%	50%
50 ans et plus	2 500	30%	1 500	33%	60%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	4 100	49%	2 300	51%	56%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	800	10%	500	11%	63%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	800	10%	500	11%	63%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>8 300</b>	<b>100%</b>	<b>4 500</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

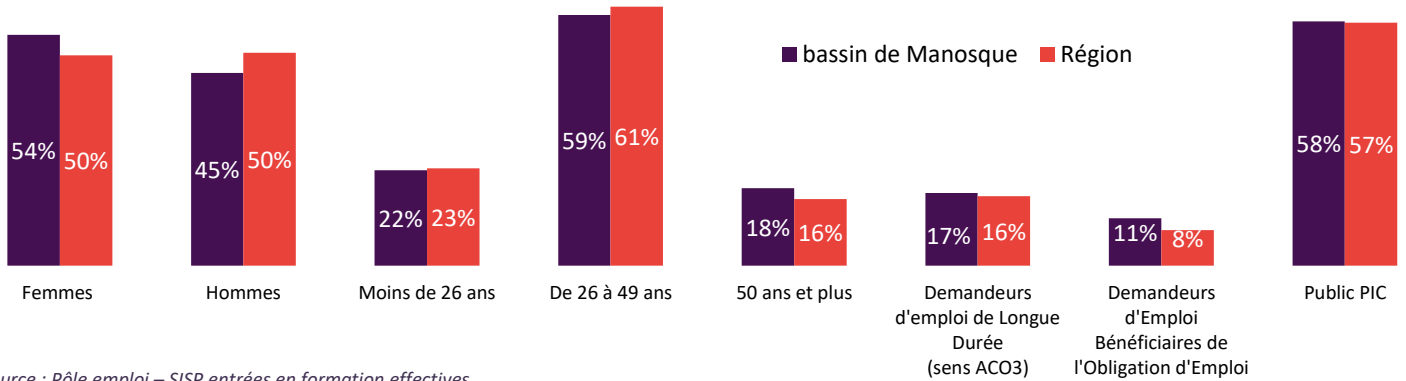


## 1 140 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont quasiment 1 140 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Manosque. Ils représentent 2% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est relativement proche du régional, excepté pour les femmes et les personnes de 50 ans et plus, qui ont une part plus importante [cf. Graphique 12].

Graphique 12

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

### Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

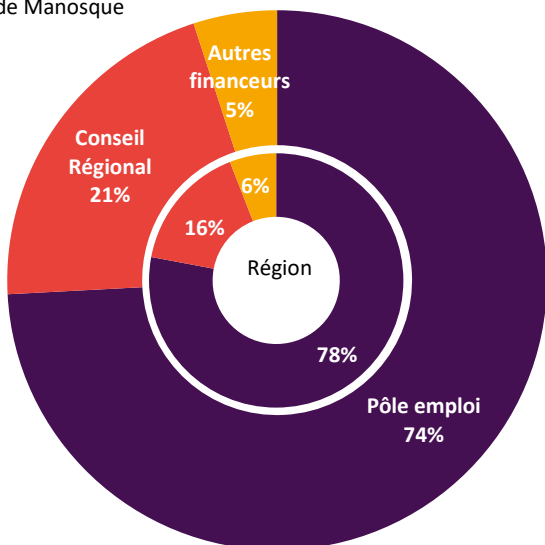
74% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) avec 33% des aides contre 36% en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les plus prescrites dans le bassin suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 24% des aides, pour 27% en région et enfin les formations du Conseil Régional qui représentent 21% des aides (16% en région [cf. Graphique 13]).

Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes (24%), l'échange-gestion avec 16%, et la formation générale, lettres, langues (16%). Les cinq principaux champs [cf. Tableau 10] représentent sept entrées en formation sur dix en 2019.

Graphique 13

### Les principaux financeurs de formation

bassin de Manosque



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

Tableau 10

### Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	270	24%
Echange et gestion	180	16%
Formation générale, lettres et langues	180	16%
Information, communication	130	11%
Fonction production	80	7%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>1 140</b>	<b>100%</b>

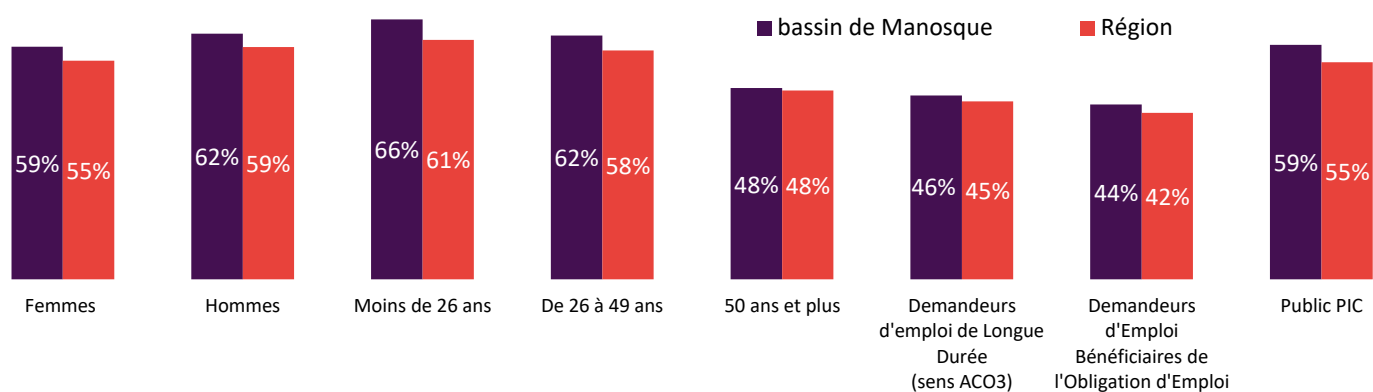


## 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Manosque, plus de 900 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 60% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres moins, comme les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) ou les bénéficiaires de l'Obligation d'emploi qui sont plus éloignés de l'emploi. Ceci étant, chaque catégorie de public dans ce territoire bénéficie d'un meilleur taux d'accès à l'emploi qu'en région.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



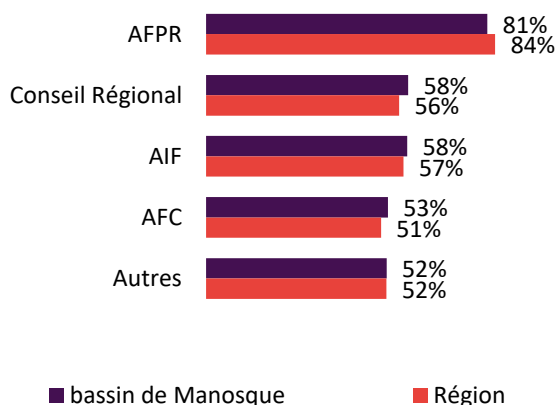
Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

## Les AFPR et les AIF permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AFPR et les AIF ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 81% et 58%, étant des formations préalables à l'embauche pour les premières. Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui de l'échange et gestion (65%) avec les champs transport, commerce, direction d'entreprise, celui des services aux personnes (61%) avec les champs santé secteur sanitaire, et celui des fonctions de production (72%) [cf. Tableau 11].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

(\*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles ne sont pas affichées.

Tableau 11

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	61%	250
Echange et gestion	65%	140
Formation générale, lettres et langues	41%	100
Information, communication	59%	80
0	72%	60
<b>Total des sortants</b>	<b>100%</b>	<b>900</b>

Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))



## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **Statistique du Marché du Travail (STMT)**, permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 88% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 69%, ils se dirigent vers le département de résidence [cf. [Tableau 12](#)].

Tableau 12

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Alpes-de-Haute-Provence	69%
Bouches-du-Rhône	11%
Var	3%
Vaucluse	3%
Hautes-Alpes	2%

**Aide à la lecture :**

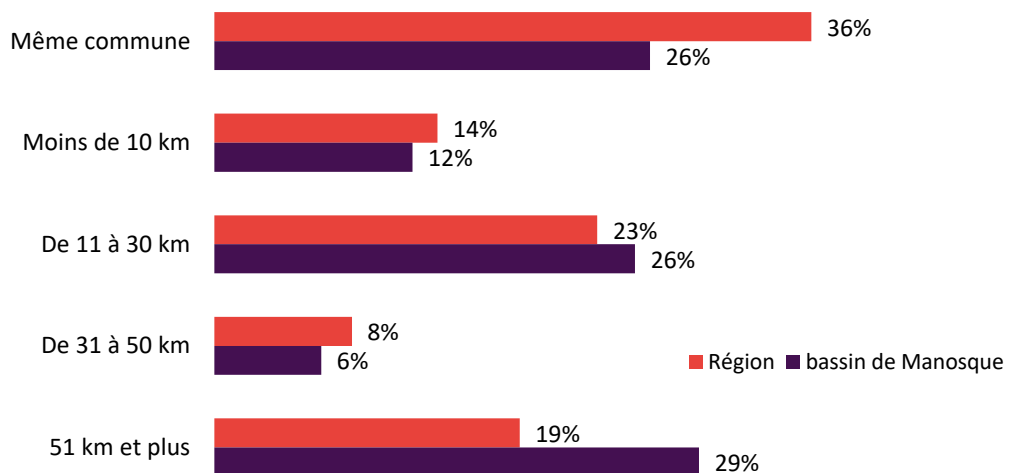
3% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Manosque en 2018 ont trouvé un emploi dans le Var.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont un peu plus mobiles sur le plan géographique par rapport à la région. 26% retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), et 29% ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. [Graphique 16](#)].

Graphique 16

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

## En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,6%. La faible attractivité du bassin se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de +0,7%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de Manosque (71%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur de la santé humaine et l'action sociale est toujours créateur d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 9,1% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est plus touchée par le chômage que d'autres territoires de la région. Un autre facteur d'exclusion persiste : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 19% des demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 88% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et 29% pour un emploi de plus de 50 kms, ce qui est bien plus qu'au niveau de la région. La spécificité géographique du territoire Alpin fait que les personnes doivent parcourir plus de distance pour accéder à l'emploi.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont près de 1 140 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Manosque. 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

## Méthodologie

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

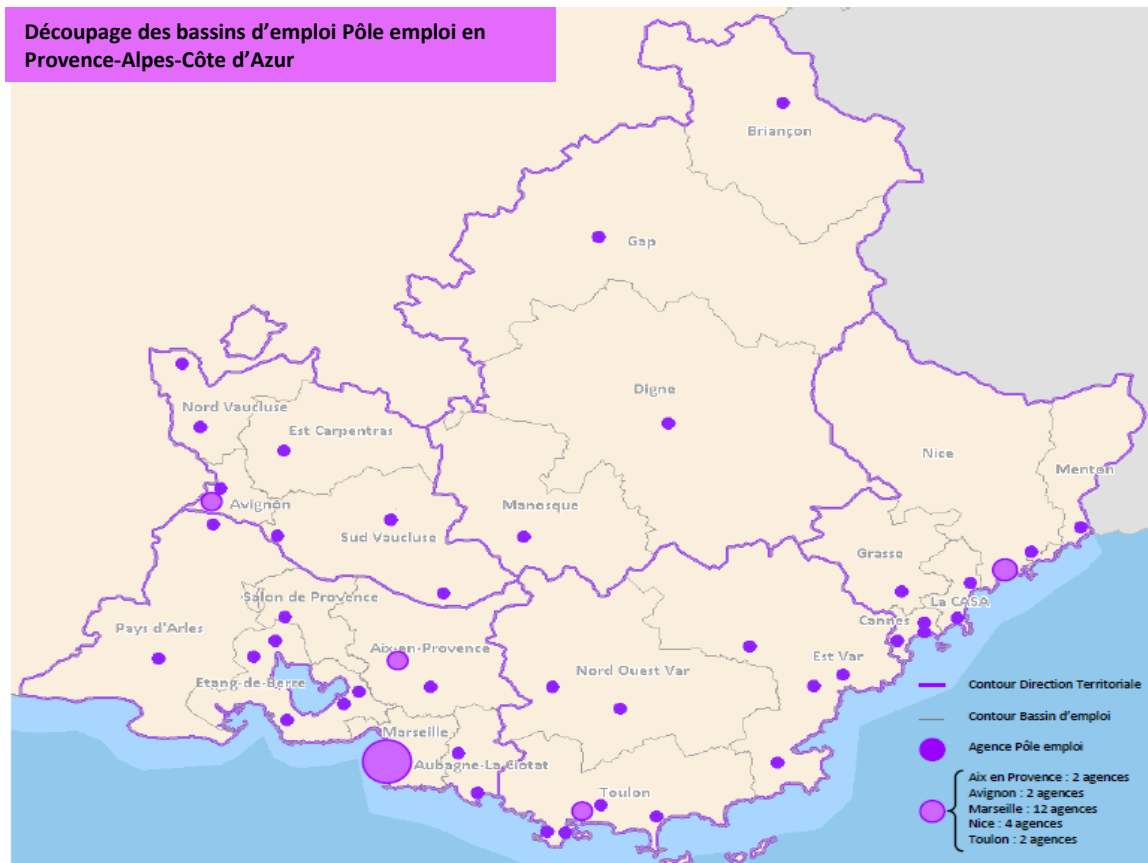
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Caroline KOHSER  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

